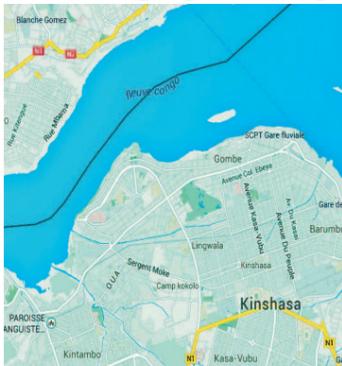


RD-CONGO



# LE COURRIER DE KINSHASA

300 FC/200 F.CFA

www.adiac-congo.com

N° 3996 - LUNDI 17 MAI 2021

## ASSAINISSEMENT DE KINSHASA

# Gentiny Ngobila opte pour des tournées de contrôle nocturnes

L'autorité urbaine de Kinshasa a décidé de faire le suivi, dans le cadre de l'assainissement de la ville-province, en synergie avec le Programme Kin Bopeto, afin de pousser les bourgmestres au travail. Depuis quelques jours, Gentiny Ngobila effectue des rondes nocturnes dans les différentes communes afin de se rendre compte de l'effectivité des travaux de nettoyage de grandes artères.

Pour le gouverneur, sa présence sur le terrain traduit sa ferme détermination et sa volonté de rendre la ville de Kinshasa saine et attrayante. Mais il ne cesse de rappeler que cela ne peut être possible qu'avec l'implication des Kinois et Kinois appelés au changement de leurs mentalités.

Page 3



Le centre-ville de Kinshasa

## HAUT KATANGA

# Félix Tshisekedi exhorte les Lushois à bannir tout esprit séparatiste



Arrivée de Félix Tshisekedi dans la capitale cuprifère

En route pour Kolwezi dont Lubumbashi n'aura été qu'un point de

transit, le chef de l'État a remercié, du haut de la tribune érigée sur

la place de la poste, la population du Haut-Katanga pour n'avoir pas cédé à la manipulation de ceux qui ne jurent que par la séparation du pays. « Je tenais à vous féliciter pour avoir résisté aux manipulations de nos frères et sœurs qui ont de la sorcellerie. Ils ont voulu diviser les Katangais et le Congo. Le Katanga est au Congo », a-t-il lancé, dans son speech, à la foule indexant ainsi certains notables katangais qu'il a qualifiés de

« sorciers aux discours séparatistes ».

Page 6

## ENVIRONNEMENT ET DÉVELOPPEMENT DURABLE

# Eve Bazaiba bat le rappel des troupes



Eve Bazaiba et la délégation conduite par l'ambassadeur américain

La vice-Première ministre, ministre de l'Environnement et Développement durable, Eve Bazaiba Masudi, s'est entretenue, le 11 mai, dans son cabinet de travail, avec les administrateurs de différents services de son ministère. Parmi ces services, il y a eu, entre autres, le Secrétariat général à l'Environnement, le Fonds forestier national, l'Agence congolaise de l'environnement et l'Institut

congolais pour la conservation de la nature.

L'objectif de cet entretien avec les responsables de ces différents services de son ministère était la mobilisation des troupes autour de la vision du chef de l'Etat en rapport avec les objectifs assignés à ce ministère dans le nouveau gouvernement.

Page 4

## LINAFOOT/LIGUE 1

# V.Club bat Don Bosco et marche vers le titre

La course est effrénée vers le titre national pour V.Club, Mazembe et Maniema Union. Ces trois équipes en tête du championnat de la Linafoot ne se font pas des cadeaux. En match comptant pour la 26<sup>e</sup> journée, l'AS Club a

malicieusement évité, le 12 mai, au stade TP Mazembe de Lubumbashi le piège que le CS Don Bosco lui a tendu. Ricky Tulengi a inscrit l'unique but de la partie à la 49<sup>e</sup> minute. Dès lors, les Dauphins Noirs de Kinshasa sont

résolument en route vers le sacre national, actuellement en bonne posture avec 61 points après leur victoire sur les Salésiens de Don Bosco à Lubumbashi.

Page x

ACGT

# Présentation du projet de construction des immeubles à parking

La matérialisation du projet est une réponse à l'épineux problème des embouteillages et de la sécurité des véhicules sur la voie publique dans la ville de Kinshasa.



Le ministre d'Etat, Guy Loando, préside la séance de travail avec l'ACGT (Ph. MINETAT)

C'est en présence du ministre d'Etat de l'Aménagement du territoire, Guy Loando Mboyo, que le DGA de l'Agence congolaise des Grands travaux (ACGT), Nico Nzau Nzau, accompagné du manager de la direction des études et développement de ladite agence, Muhunga Alembe a présenté, le 13 mai, au cours d'une séance de travail, le projet de construction des immeubles à parking.

Ce projet entre dans le cadre du programme dénommé "Revite, (repensons nos villes et territoires) initié par le ministre d'Etat de l'Aménagement du territoire. Le programme Revite vise l'amélioration des conditions de vie des Congolais à travers la construction des infrastructures modernes de base en vue de garantir un bon aménagement des

espaces de vie.

Au terme de cette séance de travail, le DGA de l'ACGT s'est dit satisfait de voir ce projet sortir du tiroir parce qu'il y a, aujourd'hui, un interlocuteur valable qui tient à sa matérialisation: " Nous sommes flattés de savoir que les projets que nous avons dans les tiroirs trouvent maintenant un interlocuteur, en la personne du ministre d'Etat de l'Aménagement du territoire. Nous sommes venus l'exposer au ministre d'Etat. Je pense que nous avons eu des échos favorables", a-t-il expliqué. Et d'ajouter: "Dans l'ensemble de projets que nous avons, nous avons déjà anticipé et fait des études pour créer des parking publics à Kinshasa et ailleurs. Nous pensons que c'est une réponse que nous voulons apporter au problème des embouteillages

et de la sécurité des véhicules"

A en croire le DGA de l'ACGT, la construction des immeubles à parking est pour bientôt. Dans un premier temps, un parking moderne sera construit au niveau de l'Hôtel de ville, un autre vers la place Rwakandingi. D'autres sites, a-t-il laissé entendre, seront identifiés pour la construction des immeubles à parking. Toutefois, Nico Nzau Nzau reconnaît qu'il faudra travailler de concert avec l'Hôtel de ville qui a déjà un plan d'aménagement de la ville de Kinshasa." pour continuer, nous devons nécessairement avoir une jonction avec l'hôtel de ville car il existe déjà un programme d'aménagement de la ville de Kinshasa" a-t-il signifié.

**Blandine Lusimana**

AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE-PORTEFEUILLE

# Renforcement de la collaboration entre Guy Loando et Adèle Kahinda

Au delà d'une visite de courtoisie qu'il a effectuée le 12 mai auprès de sa collègue du Portefeuille, Adèle Kahinda, le ministre d'Etat chargé de l'Aménagement du territoire tient à renforcer la collaboration entre les deux ministères.

Les deux membres du gouvernement des "warriors" sont déterminés à travailler ensemble, chacun dans son secteur, pour relever les différents défis afin de répondre aux instructions du chef de l'Etat, Félix Tshisekedi. C'est le sens de la visite de Guy Loando chez Adèle Kahinda. "Dans le cadre de la bonne collaboration entre nos ministères, il s'agit d'une visite de courtoisie pour échanger sur les questions qui concernent nos secteurs respectifs en vue de faire avancer les choses. C'est une visite de courtoisie et d'échange pour les défis que nous avons tous à relever dans le cadre de nos fonctions" a-t-il déclaré au sortir de la séance de travail au ministère du Portefeuille.

Guy Loando s'est abstenu de faire beaucoup de déclarations arguant qu'il faut plutôt poser des actes concrets en lieu et place des discours. " Nous nous évitons de faire des déclarations mais plutôt nous travaillons pour la concrétisation de nos échanges. Une fois que cela se matérialisera, vous vous souviendrez alors de cette rencontre", a-t-il dit.

Nous avons reçu, a-t-il renchérit, des instructions très claires de la part du chef de l'Etat, Félix Antoine Tshisekedi, nous avons reçu aussi des directives très claires du Premier ministre Sama Lukonde. « Nous sommes, donc, au travail. Nous demandons seulement à la population de nous laisser travailler. Si vous me voyez me déplacer et venir rencontrer ma collègue ministre d'Etat, c'est juste par souci de travailler pour le bien être des Congolais, chacun dans son secteur respectif », a-t-il soutenu.

**.B.L.**

## LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE

Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)  
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

### DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse  
Secrétariat : Raïssa Angombo

### RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama  
Assistante : Leslie Kanga  
Photothèque : Sandra Ignamout

### Secrétaire général des rédactions :

Gerry Gérard Mangondo

### Secrétaire des rédactions :

Clotilde Ibara  
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembedi, François Ansi

### RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,  
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion  
Grand-reporter : Nestor N'Gampoula,  
Service Société : Rominique Nerplat Makaya (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko  
Service Politique : Parfait Wilfried Douniama (chef de service), Jean Jacques Koubemba, Firmin Oyé  
Service Économie : Fiacre Kombo (chef de

service), Lopelle Mboussa Gassia, Gloria Imelda Lossedé

Service Afrique/Monde : Yvette Reine Nzaba (chefe de service), Josiane Mambou Loukoula, Rock Ngassakys

Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika, Merveille Jessica Atipo

Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rude Ngoma

LES DÉPÊCHES DU BASSIN DU CONGO :  
Rédacteur en chef délégué : Quentin Loubou  
Dury Emilia Gankama (Cheffe de service)

### RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono  
Lucie Prisca Condhet N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara  
Commercial : Mélaïne Eta  
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).  
Tél. (+242) 06 963 31 34

### RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault  
Chef d'agence : Nana Londole  
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali  
Coordonnateur : Alain Diasso  
Économie : Laurent Essolomwa,  
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi  
Culture : Nioni Masela  
Sports : Martin Enyimo  
Comptabilité et administration : Lukombo  
Caisse : Blandine Kapinga

Distribution et vente : Jean Lesly Goga  
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port - Immeuble Forescom commune de Kinshasa  
Gombé/Kinshasa - RDC - /Tél. (+243) 015 166 200

### MAQUETTE

Eudes Banzouzi (Chef de service)

### PAO

Cyriaque Brice Zoba (Chef de service)  
Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff, Toussaint Edgard Ibara.

### INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle  
Adjoint à la direction : Christian Balende  
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

### ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault  
Secrétariat : Armelle Mounzeo  
Adjoint à la directrice : Abira Kiobi  
Suivi des fournisseurs :  
Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso  
Personnel et paie :  
Stocks : Arcade Bikondi  
Caisse principale : Sorrelle Oba

### PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Mildred Moukenga  
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna  
Assistante commerciale : Hortensia Olabouré

Administration des ventes: Marina Zodialho, Sylvie Addhas

Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama

Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville :

Guylin Ngossima

Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé,

Irin Maouakani, Christian Nzoulani

Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubélé

Ngono /Tél. : (+242) 06 895 06 64

### TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

### INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila  
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi  
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo  
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

### DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué  
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou  
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse  
Assistante : Marlaine Angombo  
IMPRIMERIE  
Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo  
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi  
Gestion des stocks : Elvy Bombete  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville -

République du Congo  
Tél. : (+242) 05 629 1317  
eMail : imp-bc@adiac-congo.com

### INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate  
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbenguet Okandzé

### LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali  
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

### GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault  
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.  
Astrid Balimba, Magloire Nzonzi B.

### ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale  
www.lesdepêchesdebrazzaville.com  
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo  
Tél.: 06 700 09 00  
Email : regie@lesdepêchesdebrazzaville.fr  
Président : Jean-Paul Pigasse  
Directrice générale : Bénédicte de Capèle  
Secrétaire général : Ange Pongault

## DÉVELOPPEMENT RURAL

# François Rubota reçoit le cahier des charges de la délégation syndicale

C'était récemment à l'occasion de la présentation officielle du nouveau patron du secteur rural aux agents et cadres de l'administration dudit ministère.

Le président de la délégation syndicale, Stanis Kadiombo, a, d'abord au nom des agents et cadres du ministère, remercié le chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, pour avoir jeté son dévolu sur la personne de François Rubota afin de diriger ce ministère hissé au rang de ministère d'Etat.

Il a réaffirmé l'engagement de la délégation syndicale de l'accompagner dans l'accomplissement de cette lourde mission qui lui a été confiée. Il a demandé au ministre d'Etat, ministre du Développement rural de s'investir largement dans l'amélioration des conditions de vie et de travail des agents et cadres du ministère qui doivent participer, comme il le faut, à la réalisation du programme d'action du gouvernement et à la mise en œuvre de la vision "Le peuple d'abord" ou le salut de la nation prôné par le chef de l'Etat.

Dans le cahier des charges remis au nouveau patron du développement rural, la délégation syndicale propose entre autres la convocation des états généraux du développement rural, la



poursuite d'une manière rationnelle de la réforme de l'administration publique dans sa phase d'une mise en place d'un nouveau cadre organique et structure organique, le renforcement des capacités des agents et cadres du ministère par les ateliers et la formation continue pour un rendement efficace et efficient, l'implication personnelle du ministre d'Etat pour faciliter le décaissement rapide des frais de fonctionnement des directions et services qui, du reste, ne sont pas toujours consommés et ne permet pas à ces services de bien fonction-

ner, l'implication du ministre d'Etat pour l'obtention du paiement de la totalité de barème de la prime de fonction spéciale et spécifique, l'approbation du barème et Cutis de la prime spécifique dite assiduité par le ministère du Budget, la mécanisation et l'enrôlement biométrique des agents nouvellement matriculés. En réaction à cette demande, le ministre d'Etat, ministre du Développement rural a, dans un court message, promis d'examiner minutieusement toutes ces questions. Toutefois, il a fait savoir aux agents et cadres de son admi-

Le ministre et le président de la délégation syndicale nistration que la politique de Félix-Antoine Tshisekedi, à qui il a rendu hommage, est le développement à la base. « Il a mis en place un gouvernement que nous appelons le gouvernement des guerriers conduit par le Premier ministre Sama Lukonde », a-t-il déclaré. Avant de préciser que notre travail doit se réaliser dans les milieux ruraux et péri-urbains et non seulement à Kinshasa. « Nous sommes des ouvriers au bénéfice de la population. Un ouvrier va travailler là où se réaliseront toutes les actions du développement », a-t-il exhorté.

Mais, auparavant, le secrétaire général, Georges Koshi Gimeya, a, dans son mot de bienvenue, rappelé au ministre d'Etat la lourde mission qui l'attend. « Vous êtes là pour orienter et donner des lignes directrices pour qu'ensemble avec vous l'administration accomplisse sa mission lui confiée par le gouvernement », a-t-il indiqué. Avant de souhaiter la bienvenue au ministre d'Etat, ministre du Développement rural.

Après cette cérémonie, François Rubota a eu une séance de travail avec les directeurs des différents services et les chefs de projet, question de s'enquérir des différents problèmes qui concernent son administration. Et ensuite, accompagné du secrétaire général, le ministre d'Etat, ministre du Développement rural a fait la ronde des différents services et directions pour se rendre compte des conditions de travail des agents et cadres du développement.

**Blandine Lusimana**

## ASSAINISSEMENT DE KINSHASA

## Gentiny Ngobila opte pour des tournées de contrôle nocturnes

Le gouverneur de la ville-province effectue, depuis quelques jours, des rondes nocturnes dans les différentes communes de la capitale afin de se rendre compte de l'effectivité des travaux de nettoyage de grandes artères.

L'autorité urbaine de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, a décidé de faire le suivi, dans le cadre de l'assainissement de la ville-province, avec le programme Kin Bopeto, afin de pousser les bourgmestres au travail. Depuis quelques jours, il effectue des rondes nocturnes dans les différentes communes de la capitale afin de se rendre compte de l'effectivité des travaux de nettoyage de grandes artères.

Pour le gouverneur Ngobila, sa présence sur le terrain traduit sa ferme détermination et sa volonté de rendre la ville de Kinshasa salubre et attrayante. Mais il ne cesse de rappeler que cela ne peut être possible qu'avec l'implication des Kinois et Kinois appelés



Un ouvrier effectuant le travail de nuit

au changement de leurs mentalités.

Il faut, en effet, rappeler que, conformément aux instructions du gouverneur de la ville de Kinshasa, Gentiny Ngobila Mbaka, les travaux d'assainissement sur les rues de la capitale ont pris une vitesse de croisière. Les autorités communales et les organisations non gouvernementales impliquées dans ces travaux et opérations d'assainissement de la ville travaillent jusqu'au petit matin, surtout avec l'éclairage public réhabilité sur les grandes artères par l'Hôtel de ville de Kinshasa, qui vient renforcer les conditions de travail de nuit. De leur côté, les bourgmestres, qui ont pris goût, depuis un certain temps, à matérialiser la vision du

gouverneur Ngobila, sont appelés à sensibiliser quotidiennement leurs administrés à la prise de conscience, en vue de s'adonner aux travaux d'assainissement de leurs milieux de vie. Il faut également qu'il y a l'édit 003 portant assainissement de l'environnement à Kinshasa, qui constitue une arme efficace pour les bourgmestres, dans la mesure où cette disposition légale leur permet de coller des amendes à tout celui qui ne voudrait pas se conformer aux travaux d'intérêt public. D'ailleurs, formés comme officiers de police judiciaire à compétence large, tous les bourgmestres et leurs adjoints sont désormais outillés à constater les infractions et à établir les responsabilités.

**Lucien Dianzenza**



## INTERVIEW

# Isabelle Kabatu : « A Kinshasa, il y a des voix d'une qualité exceptionnelle et des artistes avec une sensibilité musicale époustouflante »

Isabelle Kabatu est chanteuse d'opéra belgo-congolaise qui a presté sur les plus grandes scènes du monde. Elle va créer un Centre Lyrique à Kinshasa : Opéra Terre d'Orage qui, explique-t-elle, sera une plateforme d'Opéra pour tous les musiciens classiques d'Afrique et du monde. A cet effet, en juin prochain, elle va monter à Kinshasa l'opéra de la Flûte enchantée de Mozart. Pour la soprano, la musique classique et l'opéra ne doivent pas rester une chasse gardée des pays nantis. « Il faut, pour cela, créer une cellule d'enseignement, mais aussi une médiathèque, bibliothèque de partitions et un lieu où peuvent se créer des concerts et des productions d'opéra avec des jeunes artistes », explique-t-elle.

**Le Courrier de Kinshasa : Comment êtes-vous venue à la musique, et plus particulièrement à l'opéra ? Quels sont les chemins qui vous ont conduit vers le chant ?**

**Isabelle Kabatu :**

J'étais une enfant très timide et je ne parlais pas. Ma grand-mère, qui m'a élevée, a pensé que ce que je ne pouvais pas dire, je parviendrais à le chanter. Dès l'âge de 5 ans, la musique a occupé la plus grande partie de mon temps. J'ai appris le piano et le violon et je chantais toute la journée. Le père Charles, un franciscain, chargé de notre paroisse, m'a fait participer à la crèche vivante de la célébration de Noël. A six ans, j'ai tenu mon premier "rôle" : celui de l'ange musicien. Vêtue d'une robe de satin, couronnée de papier doré et les ailes parsemées d'étoiles, je chantais des cantiques sacrés. C'est à ce moment que je fis le vœu de chanter toute ma vie.

**LCK : Quels ont été vos modèles, les chanteurs que vous aimiez écouter ?**

**IK :**

Mes modèles sont les artistes qui ont fait du chant un art. Certes, la qualité du timbre m'impressionnait, mais plus encore, c'est leur message musical qui m'importait. Ce qui me plaisait (et me plaît encore) dans les interprètes, c'était quand ils parviennent à associer technique vocale, musicalité et jeu d'acteur. Quand j'étais enfant, l'opéra avait une place importante à la télévision. J'ai été marquée par les retransmissions de Maria Callas dans La Tosca, de Turandot avec Monserrat Caballé, d'Adriane Lecouvreur avec Mirella Freni ou de Elektra avec Birgit Nilsson. Les jours qui suivaient, inlassablement, je répétais les phrases que j'avais pu mémoriser mais aussi les poses et les gestes.



Isabelle Kabatu

**LCK : Comment avez-vous acquis votre propre technique et votre savoir ?**

**IK :**

L'écoute des voix d'opéra me marquait au point que je les imitais. De sorte que suis parvenue à développer "une" voix, lui donnant, par mimétisme une certaine sonorité. Ensuite, faisant confiance à mon instinct, je me suis tournée vers des professeurs, choisissant toujours ceux qui avaient chanté à l'opéra ou participé professionnellement à des concerts, je me suis mise en quête de grands maîtres, tels que Jessye Norman et Carlo Bergonzi. Ceux-ci m'ont donné confiance et m'ont encouragée à affronter les œuvres du grand répertoire et à me présenter dans les auditions pour les premiers rôles.

**LCK : Vous avez abordé tous les styles d'être une soprano lyrique, puis une soprano spinto, on trouve assez vite sur votre parcours les grands rôles du répertoire de soprano lirico-spinto (voire dramatique) : de la Traviata à Le Trouvère, Aïda, Attila, Nabucco, Macbeth, Tosca, Manon Lescaut La Forza del Destino, Strauss et Wagner. Pouvez-vous faire un « flashback » sur les grandes étapes de votre carrière d'artiste et l'évolution de votre voix ? Comment ce chemin vocal s'est-il développé ?**

**IK :**

De ma mère européenne, j'ai hérité d'une voix souple et d'une tessiture très étendue allant du sol grave au contre-mi, mais de mon père africain, j'ai hérité d'un tempérament de guerrier. La conciliation n'est pas toujours facile. J'ai besoin d'exprimer l'amplitude et la passion. J'aime les grands or-

chestres, les rôles engagés.

Toutefois, au début, j'ai veillé à ne pas me lancer dans des rôles dangereux pour préserver mon instrument. Je me suis limitée à des rôles correspondant à mon âge et à mes capacités techniques. Ces rôles étaient "lyriques" : Mimi de la Bohème et la Traviata. Ensuite, pas à pas, j'ai chanté Il Trovatore, Suor Angelica... La voix évoluant avec la scène, j'ai abordé plus tard des rôles dit "lirico spinto" : Aïda, Forza del Destino, Tosca, Manon Lescaut et j'ai aussi débuté quelques rôles de Wagner et de Richard Strauss. La vie vous fait traverser tant d'émotions qui sont un réservoir pour l'expression.

Ces dernières années, voulant affronter des rôles tels Lady Macbeth ou Gioconda, j'ai pris conscience que seule une articulation marquée restituait la vérité du répertoire dramatique. Cela m'a amenée à reconsidérer complètement ma technique vocale.

**LCK : Quel a été le rôle le plus important ou le plus aimé que vous ayez joué ? Avec tant de possibilités, quel est le rôle de vos rêves ?**

**IK :** Il n'y a pas de rôle que j'ai préféré à d'autres. Apprendre un nouveau rôle demande tellement de temps et d'implication personnelle que si on ne l'aime pas absolument, il vaut mieux ne pas accepter la proposition. Quant à mes rêves, je ne les caresse que si ils peuvent devenir réalité. Aussi, pour le moment, je me dirige vers des rôles qui s'adaptent à ma maturité, à la couleur de ma voix et surtout à ma capacité à pouvoir les défendre. Isolde, Didon des Troyens et le rôle mythique de Turandot.

**LCK : Pouvez-vous nous parler de vos projets de découverte de nouvelles valeurs vocales, notamment en Afrique ?**

**Qu'avez-vous rencontré, en termes de talent, parmi ces jeunes que vous avez entendus là-bas ?**

**IK :**

La majorité des artistes africains que je rencontre n'ont accès à aucune école. Ils étudient des partitions sur la base de vidéo qu'ils visionnent sur YouTube ou dans le cadre de chorales religieuses. Je les apprécie pour leur sens artistique inné, leur puissance naturelle et une volonté de se hisser à la hauteur des plus grands interprètes. Certes, il s'agit parfois d'un doux rêve, mais je concède, qu'il y a en eux des ressources qui se sont raréfiées dans nos écoles d'art européennes. A Kinshasa, il y a des voix d'une qualité exceptionnelle et des artistes avec une sensibilité musicale époustouflante. Je n'ai aucun doute que les productions d'opéra que nous y monterons feront sensation pour cette raison même.

**LCK : Vous avez créé le Fonds Opéra Terre d'Orage afin de lancer une école de chant classique à Kinshasa ? Pour quelles raisons et quels sont vos objectifs ? Quelle sera la spécificité de cette école ?**

**IK :**

En Afrique francophone, bien qu'il se trouve des talents vocaux, il n'y pas d'espace qui leur soit dédié pour qu'ils puissent s'épanouir, c'est-à-dire perfectionner leur technique et apprendre, découvrir et étudier le répertoire lyrique. Opéra Terre d'Orage pourra être une passerelle pour entrer dans le monde des théâtres internationaux. Il faut pour cela créer une cellule d'enseignement, mais aussi une médiathèque, bibliothèque de partitions et un lieu où peuvent se créer des concerts et des productions d'opéra avec des jeunes artistes.

**LCK : Dans le cadre du lancement de cette école, vous prévoyez d'organiser un événement culturel à Kinshasa. Qu'est-ce qui sera au programme de cet événement ?**

**IK :**

Nous monterons en juin un opéra : La Flûte Enchantée de Mozart avec mise en scène, costumes, vingt-cinq solistes, un chœur et un petit orchestre, tous Congolais. Nous pourrions ainsi montrer au monde entier qu'il existe un magnifique potentiel.

**LCK : Quelles sont les qualités et les compétences requises pour être un bon chanteur ou une bonne chanteuse lyrique ?**

**IK :**

Au départ, il faut une voix et une

aptitude à restituer la musique. Avec cela, une bonne santé, de la discipline, une excellente mémoire et une bonne dose de patience car il ne faut pas précipiter les choses.

**LCK : Le chant lyrique est un peu considéré comme étant réservé à une classe sociale nantie. Comment comptez-vous populariser cette discipline au Congo ?**

**IK :**

Que du contraire, grâce aux nombreuses chorales, de nombreux Congolais sont férus d'opéra, surtout l'opéra italien (Verdi, Puccini...). Les grands ouvrages classiques, de même que leurs interprètes (Pavarotti, Maria Callas), sont populaires, peut-être plus encore qu'en Europe, où, là, justement, il est réservé à une élite. Et pour le public qu'il ne le connaîtrait pas, je compte bien aller les chercher dans les écoles, dans les quartiers éloignés du Centre, grâce à toute une équipe d'autobus et à des prix très abordables pour accéder à nos programmes : ciné opéra, concerts et spectacles.

**LCK : Qu'est-ce qui vous motive le plus dans l'exercice de votre travail ?**

**IK :**

Ce qui me motive dans mon travail d'artiste, c'est une passion pour la musique et le chant. Ce qui me motive dans ma mission de promotion d'opéra en Afrique, c'est de pallier un sentiment d'injustice : la musique classique et l'opéra ne doivent pas rester une chasse gardée pour les pays nantis. C'est un patrimoine mondial qui appartient à tous.

**LCK : Quels sont vos autres projets en République démocratique du Congo ?**

**IK :**

Pour le moment en Afrique, je me contente de l'Opéra Terre d'Orage qui me prend du temps et qui exige une recherche de fonds permanente. Je voudrais en profiter pour faire un appel à toutes les personnes qui se sentent concernées par ce projet et qui auraient les moyens de contribuer à cet effort. J'ai la chance d'être soutenue par la prestigieuse Fondation Roi Baudouin qui peut détaxer les dons, quel que soit le montant de celui-ci.

Patrick Ndongidi

## HAUT-KATANGA

# Félix Tshisekedi invite les Lushois à bannir tout esprit séparatiste

Le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, est arrivé à Lubumbashi le 12 mai. C'est vers 17h 15 que l'appareil présidentiel a atterri à l'aéroport historique de Loano après une tournée de médiation amorcée récemment en Afrique du Nord, en sa qualité de président de l'Union africaine.

Le chef de l'État, Félix-Antoine Tshisekedi, a été accueilli, à sa descente d'avion, par le vice-Premier ministre, ministre de l'Intérieur et Affaires coutumières qu'accompagnaient le gouverneur de la province, Jacques Kyabula Katwe, le commissaire provincial de la police nationale, le maire de la ville de Lubumbashi et plusieurs autres autorités provinciales.

La présence de la foule a perturbé le trafic sur ce tronçon pendant de longues heures. Des chansons à l'honneur du chef de l'État fusaient de partout autant que des slogans scandés à tout vent. Prenant la parole devant cette foule en liesse à la place de la Poste, le chef de l'État a exhorté les Congolais à prendre au sérieux la gestion du virus de la covid-19 tout en les invitant de continuer à observer les mesures barrières, particulièrement contre le variant indien réputé très dangereux. Dans la foulée, il a remercié Dieu pour la protection de l'Afrique et particulièrement de la RDC où il n'y a pas eu assez des morts comme sous d'autres cieux.



## Mise en garde aux fauteurs de troubles

En route pour Kolwezi dont Lubumbashi n'aura été qu'un point de transit, le chef de l'État a indiqué que dans la capitale du Lualaba, il va rencontrer les responsables des compagnies minières. "Il est inacceptable que les étrangers qui exploitent nos terres

s'enrichissent et que le peuple congolais demeure pauvre sur son sol riche", a-t-il déclaré sous une pluie d'acclamations.

Concernant les fauteurs de troubles, le président de la République a remercié la population du Haut-Katanga pour n'avoir pas cédé à la manipulation de ceux qu'il a qualifiés de "diables" lesquels, a-t-il dit, "ne jurent que

Arrivée de Félix Tshisekedi à Lubumbashi par la séparation de ce pays". Et d'ajouter que le Haut-Katanga fait partie du Congo. Le transfert des jeunes "Kuluna" à Kaniama Kasese a également été évoqué par le chef de l'État qui n'a pas manqué, sous un autre registre, d'expliquer le bien-fondé de l'État de siège décrété récemment. Félix-Antoine Tshisekedi a également fait à l'intention des

Lushois, la restitution de son séjour à Lusaka où il a été convié en tant que président de l'Union africaine à prendre part à la coupure du ruban du Pont devant relier la Zambie au Botswana sur le fleuve Zambèze.

## De la rupture entre Cach et FCC

Côté politique, l'autorité suprême du pays a explicité les raisons du divorce entre le FCC et Cach et celles ayant milité à la création de l'Union sacrée de la nation. Il a invité la population à dénoncer tout comportement qui n'entrerait pas dans cette vision avant de promettre de rentrer à Lubumbashi le mois prochain.

L'homme du "Peuple d'abord" a, enfin, réitéré le leitmotiv de son action quinquennale centrée notamment sur l'éducation de la jeunesse, l'emploi des jeunes et la sécurité de tous les Congolais. Tout croyant qu'il est, le président de la République, Félix-Antoine Tshisekedi, a fini par laisser la population lushoise entre les saintes mains de Dieu.

Alain Diasso

## BANDUNDU

# La communauté musulmane Ahmadiyya célèbre la fin du Ramadhan

La Comaco a commémoré la fête d'Eid-ul-fitr par des actions humanitaires envers les étudiants, les malades et autres nécessiteux.

La mission de la Communauté musulmane Ahmadiyya au Congo (Comaco) du grand Bandundu a célébré, le 13 mai, la fête d'Eid-ul-fitr par des actions humanitaires.

Le missionnaire du Comaco/grand Bandundu, Farid Hamed, a confié à la presse que sa mission a prévu de distribuer des produits alimentaires (huile végétale, fufou, maïs, riz, spaghetti, savon en poudre, savon de toilette, thé, café, lait, sucre, boîte de tomate, biscuits dans le territoire de Mushi, Nioki, Kwamouth, Bagata et Bandundu-ville. Il a estimé à sept mille le nombre des bénéficiaires de ce programme.

Ces programmes, a noté le missionnaire du Comaco/grand Bandundu, ont été organisés par la Communauté musulmane Ahmadiyya et ses deux ONG dont « Humanity First » et Association internationale des architectes et ingénieurs Ahmadis.



Les membres de la Comaco devant les présents préparés

Parmi les bénéficiaires de ces programmes figurent des nécessiteux, des orphelins, des vieillards et des handicapés, sans distinction de race ou de religion. En plus, la Comaco/grand Bandundu a également aidé financièrement des centaines de personnes (étudiants,

malades et nécessiteux). Cette joyeuse journée, rappelle-t-on, est célébrée pour rendre grâce à Allah pour les bénédictions accordées à tous les fidèles au cours du Ramadhan. Pendant cette fête d'Eid-ul-fitr à l'accoutumée, les musulmans assistent au service de prière

de la congrégation de l'Aïd qui a lieu le matin. Ils portent de nouveaux vêtements, cuisinent des plats délicieux et invitent amis et voisins à célébrer avec eux. Il est également noté que, le jeûne, qui est le troisième pilier de l'Islam, n'est pas à considérer,

pendant le Ramadhan, comme un fardeau inutile. « Il inspire la sympathie pour les affamés et les nécessiteux, et encourage les musulmans à faire un don généreux aux pauvres. C'est dans ce contexte que par la grâce d'Allah et pour suivre les vrais enseignements du saint Coran et du saint prophète Muhammad, la communauté musulmane Ahmadiyya en RDC a prévu plusieurs programmes humanitaires dans tous les coins de la RDC y compris le grand Bandundu », a indiqué le missionnaire Farid Hamed. Pour le mois de Ramadhan, il est souligné que c'est le mois où le Coran, le livre qui comprend des conseils pour l'humanité et des preuves claires de l'orientation et des signes divins qui font la distinction entre la vérité et le mensonge, a commencé à être révélé.

Lucien Dianzenza

## ETAT DE SIÈGE AU NORD-KIVU ET EN ITURI

## L'administration militaire à l'épreuve

« Je m'engage dans cette lutte avec détermination de trouver une solution définitive à l'inacceptable situation de l'est du pays ». Ces mots du chef de l'Etat, Félix-Antoine Tshisekedi, prononcés avec emphase, le 4 mai, alors qu'il décrétait l'État de siège dans le Nord-Kivu et en Ituri, traduisent toute sa volonté d'en finir avec la horde des groupes armés qui infestent ces deux provinces.

Les mesures radicales attendues étaient au-delà des prévisions et bien à la mesure de l'enjeu sécuritaire dans ces régions livrées à la merci des terroristes et autres bandits. Face à la récurrence des massacres perpétrés par des groupes armés disparates, il fallait agir vite, question de marquer les esprits dans un contexte sécuritaire précarisé du fait de l'activisme des dizaines des forces négatives. C'est ce qu'a justement fait le

président de la République. La proclamation de l'État de siège dans les provinces précitées étant conforme à la Constitution (art 85), l'ordonnance portant sa mise en application n'a fait que renforcer sa portée légale avec, à la clé, le remplacement de l'administration civile par des responsables militaires à certains échelons de la vie publique.

Une décision dissuasive destinée à tempérer les ardeurs

des groupes armés qui auront désormais à en découdre avec des autorités militaires prêtes à défendre les territoires sous leur gestion, rétablissement de l'autorité de l'Etat oblige! Les restrictions qu'elles auront à imposer n'auront d'autre motivation que de mieux cerner le mode opératoire des groupes armés pour mieux surveiller leurs mouvements. La contribution des populations locales victimes de violence aveugle et

sanguinaire durant plusieurs années est, dans ce cas, requise pour permettre de débusquer, endéans des délais impartis, les ADF ougandais, les FDLR rwandais et autres Maï Maï de leurs tanières.

L'appel à la mobilisation générale lancé par Félix Tshisekedi a fait mouche. « Trop, c'est trop », entend-on dire. La rupture avec la précédente administration est, pour ainsi dire, officialisée. En témoigne, le changement

de stratégies et de méthodes. Entre-temps, les adhésions à l'initiative présidentielle ne se comptent plus. À tout prendre, l'instauration de l'état de siège au Nord-Kivu et en Ituri sonne le glas d'un système organisé de prédation et d'exploitation illégale des ressources naturelles exacerbé par des connivences tant internes qu'externes. Comme quoi, Félix Tshisekedi, en bon visionnaire, aura vu loin et juste!

Alain Diasso

## AMÉNAGEMENT DU TERRITOIRE

## L'évolution du processus de la réforme expliquée à Guy Loando

La réforme de l'aménagement du territoire vise à doter le pays des outils et instruments de planification spatiale dont la politique nationale d'aménagement du territoire (PNAT), la loi relative à l'aménagement du territoire, le schéma national d'aménagement du territoire (SNAT) et les guides méthodologiques pour l'élaboration des plans provinciaux d'aménagement du territoire (PPAT) et des plans locaux d'aménagement du territoire (PLAT).



Le ministre d'Etat de l'Aménagement du territoire, Me Guy Loando Mboyo, a accordé le 13 mai une audience au secrétaire exécutif du Fonarred, Félicien Mulenda.

Au cours de cet entretien, Félicien Mulenda a indiqué que le processus de la réforme de l'aménagement du territoire est bloqué à la suite du gel de financement. Il a plaidé pour que le ministre d'Etat puisse prendre à bras le corps ce processus. « Nous sommes venus rendre compte au ministre d'Etat de l'évolution de

la réforme de l'aménagement du territoire. Nous sommes venus parler de quelques petits soucis qui se posent et qui ont fait qu'une partie de ressources soit gelée», a-t-il dit.

Actuellement, a-t-il souligné, ce processus est en pleine évaluation. Félicien Mulenda a, par ailleurs, émis le vœu de voir cette évaluation aboutir à de bonnes conclusions pour un dénouement heureux de la réforme de l'aménagement du territoire. « Il ya une évaluation qui est en cours. Nous espérons qu'avec les conclu-

sions positives de cette évaluation, on va dégeler cette partie de ressources pour permettre à ce que cette réforme soit complètement financée», a poursuivi Félicien Mulenda.

Pour le secrétaire exécutif du Fonarred, la réforme de l'aménagement du territoire est une réforme centrale car, a-t-il expliqué, c'est l'aménagement du territoire qui doit définir les arbitrages en ce qui concerne l'utilisation de l'espace et de terre.

Blandine Lusimana

**VISITEZ LE MUSÉE-GALERIE DU BASSIN DU CONGO**

de LUNDI à VENDREDI (9h-17h) et SAMEDI (9h-13h)

Musée du Bassin du Congo

Expositions et projections

SCULPTURES PEINTURES CÉRAMIQUES MUSIQUE

galerie CONGO ARTS ET EXPRESSIONS

de la Tradition à la Modernité

Siège social : 84 bd Denis-Sassou-N'Guesso immeuble les Manguiers (Mpila), Brazzaville République du Congo.

## AFRICAMUSEUM

## Appel à candidature pour la résidence « Savoirs écologiques » 2021

Le musée belge souligne que le délai de soumission des dossiers est fixé au 11 juin 2021 pour les artistes, musiciens, journalistes, architectes, ingénieurs et toutes les personnes créatives intéressées, particulièrement sensibilisées par l'impact humain sur l'environnement, la biodiversité, les savoirs écologiques et inspirées par les collections muséales.

Les candidatures sont à transmettre par courriel à l'une des deux suivantes adresses : jacky.maniacky@africamuseum.be ou isabelle.van.loo@africamuseum.be, au plus tard le 11 juin. Le dossier à fournir doit comprendre les pièces suivantes : « CV, lettre de motivation, description du projet de résidence et du résultat envisagé ». Cofinancée par le programme « Europe créative » de l'Union européenne dans le cadre du projet européen Taking Care, la résidence « Savoirs écologiques » 2021 est organisée par l'AfricaMuseum pendant douze semaines, à partir de septembre. Elle vise, précise-t-on, un triple objectif. En premier, c'est que le travail qui y sera effectué propose « un nouveau regard, de nouvelles perspectives sur l'écologie ». En second lieu qu'elle génère de « la créativité sur le thème des connaissances écologiques et des changements environnementaux inspirée par les collections et archives du musée ». Et en définitive qu'elle contribue à « une meilleure compréhension des relations qui lient collections, environnement, et populations (communautés sources en particulier) ». Pour ce faire, le résidant aura accès aux collections et archives de l'AfricaMuseum et s'en servira comme lieu de coproduction de savoirs. Par ailleurs, est-il souligné : « les candidatures de personnes basées en Afrique centrale sont fortement encouragées ».



L'AfricaMuseum formule une double attente à la suite de cette résidence offerte en douze semaines de présence, dans l'espoir d'une amélioration de la situation sanitaire. De l'invité (e) en résidence, le musée de Tervuren attend la « tenue d'une communication (Museum Talk) ou participation à une table ronde ». Mais aussi la « production d'un résultat ». Il s'agit là soit de faire « une intervention dans l'exposition permanente, une petite exposition, une installation/performance dans l'AfricaMuseum », soit « un manifeste ou soit encore la réalisation d'un outil ou d'un contenu multimédia ».

Savoir que la résidence fera l'objet d'une convention, de son

côté, l'AfricaMuseum va assurer « la prise en charge des frais de transports/déplacements et de logement ». Par ailleurs, il entend tout aussi pouvoir au « paiement d'une allocation journalière (per diem) et d'honoraires ».

#### Les musées, des espaces de soin

Quant au projet Taking Care, il rassemble quatorze musées européens, issus chacun d'un pays différent dont l'AfricaMuseum, la réputée institution qui a pignon sur rue à Tervuren, en Belgique. Initié par le Weltmuseum de Vienne, il a été lancé en octobre 2019 avec « l'ambition de faire des musées ethnographiques et culturels en Europe des espaces

La résidence « Savoirs écologiques » organisée dans le cadre du projet européen Taking Care (DR) de soin », d'où le terme anglais Taking Care. L'expression qui, signale-t-on, « a inspiré le titre de ce projet résume l'idée selon laquelle les musées ont un devoir non seulement envers les œuvres conservées au sein de leurs murs, mais également envers les communautés auxquelles ces objets appartenaient ou ont appartenu ».

C'est à cet effet que les musées partenaires aborderont ensemble les divers thèmes ayant trait à la conservation de ce patrimoine. Et de préciser dès lors que « les deux principaux sujets évoqués dans la présentation du projet sont, d'une part, les liens entre ces collections ethnographiques, la crise environnementale et les

questions autour de l'anthropocène ». Et, eu égard au fait que, « plusieurs objets constituent des souvenirs d'environnements naturels qui ont depuis disparus, d'autre part, c'est la répartition – et l'éventuel retour – des objets culturels qui doit être discutée ». Ce, à l'occasion d'ateliers, de résidences d'artistes (à l'instar de celle que prévoit l'AfricaMuseum), des publications, et des événements grand public. C'est de la sorte que le projet Taking Care entrevoit de « traiter ces questions de façon ouverte, participative et créative ».

Nioni Masela

UNE ADRESSE E-MAIL  
POUR NOUS ADRESSER VOS ANNONCE  
PLUS RAPIDEMENT

[regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzavilles.fr)



[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)

## INTERVIEW

# Myriam Abedi : " L'ONGD Ma famille en or milite pour la lutte contre la pauvreté par la création des projets "

Journaliste et psychologue de formation, Myriam Abedi, présidente de l'ONGD Ma Famille en or (MFOR) travaille actuellement comme éducatrice des enfants en Ecosse au Royaume Uni. Vivant à l'étranger depuis de décennies, Myriam Abedi n'a pas coupé le cordon ombilical avec la RDC, son pays. Attachée à ses racines congolaises, elle s'est engagée, à travers son ONGD, à redonner le sourire aux enfants orphelins, aux filles mères, aux jeunes désœuvrés et aux femmes victimes de toutes formes de violences. Dans un entretien qu'elle a accordé au Courrier de Kinshasa, cette mère de deux enfants explique les raisons de son engagement à la cause des démunis.

**Courrier de Kinshasa :** Quelles sont les motivations qui vous ont poussée à créer cette ONGD ?

**MA :**

Nous avons toujours été convaincues du potentiel et ressources tant humain que naturel dont notre pays regorge. Nous sommes aussi convaincues que c'est une bénédiction de posséder autant de ressources malheureusement, nous faisons partie de la génération de ceux là qui n'ont jamais bénéficié de ces ressources naturelles. Voilà pourquoi nous avons pensé mettre en place cette structure pour pouvoir initier des projets en vue de renverser cette courbe du sous-développement que ce pays a toujours traversée et donner de l'espoir à ceux qui viendront après nous pour un



avenir radieux.

**CK : Quelle est la vision de MFOR ?**

**MA :**

La vision de MFOR est d'accompagner les initiatives individuelles et collectives pour un développement durable. C'est ainsi que nous œuvrons dans la lutte contre la pauvreté en créant des micro-projets dans le secteur de l'éducation et de la santé et en portant assistance aux orphelins et personnes vulnérables qui ont toujours été marginalisés dans

Myriam Abedi, présidente de l'ONGD MFOR notre société. La lutte contre la pauvreté est notre priorité. Nous croyons sincèrement que pour lutter contre la pauvreté, il faut investir dans les ressources humaines particulièrement la jeunesse. Voilà pourquoi nous voulons commencer par soutenir les enfants les plus vulnérables comme les orphelins.

**C.K : A lire votre statut, MFOR a une connotation chrétienne. Pourquoi cette spécificité ?**

**MA :**

Nous sommes toutes au service

de Jésus-Christ, notre Seigneur et Sauveur et voilà, nous voulons seulement accomplir la mission que Christ nous a confiée et mettre en pratique les écritures que nous lisons et les enseignements que nous suivons au quotidien, car nous savons que nous rendrons compte, un jour, à notre créateur.

**C.K : Un an après la création de MFOR, quel est à votre actif ?**

Nous avons beaucoup de projets en gestation pour le moment. Notre priorité était de régulariser notre statut pour nous permettre d'entamer des projets très ambitieux sur le terrain en vue de soutenir les personnes les plus vulnérables dans notre société. Nous comptons investir, par la grâce de Dieu, sur l'encadrement des enfants orphelins et autres enfants désœuvrés, sans oublier la santé et le projet agro-pastoral.

**CK : Pourquoi MFOR accorde une attention particulière aux orphelins alors qu'il y a beaucoup d'autres catégories d'enfants vulnérables ?**

**MA :**

Notre projet à long terme est d'apporter un soutien à toute catégorie des vulnérables si possible. Donc, nous ne visons pas seulement des enfants. Néanmoins, nous commençons par les orphelins, car c'est un appel divin que nous voulons respecter.

**C.K : Vous êtes partie d'un groupe privé whatsapp pour devenir une ONG avec un**

**statut agréé et un règlement d'ordre intérieur. A quoi est due cette mutation.**

Nous avons toujours eu cette pensée encrée en nous, celle d'assister les personnes vulnérables et de voir notre peuple et surtout notre jeunesse bénéficier enfin des ressources dont ils entendent toujours parler. Cette vision remonte à plusieurs décennies en arrière alors que nous étions toutes presque adolescentes ou jeune adultes. On a eu le temps de grandir, de mûrir nos idées et nous avons compris que le temps est venu pour que nous puissions concrétiser notre vision qui était en fait un fardeau que le Seigneur nous a mis à cœur depuis plusieurs années.

Je voudrais aussi rappeler que nous n'avions pas commencé seulement par un groupe Whatsapp mais plutôt par un groupe d'intercession depuis qu'on était encore sur le banc de l'école. Ayant toutes en commun la foi en Jésus Christ comme notre Seigneur et Sauveur, malgré que nous appartenons à différentes dénominations religieuses, nous nous retrouvions pour prier et nous soutenir les unes des autres. Cela avait raffermi notre relation. Même si nous sommes éparpillées à travers le monde, le lien que le Christ a bâti en nous ne s'est jamais éteint. Voilà après plus de deux décennies, nous avons décidé de mettre ensemble les talents que Dieu a mis en chacune d'entre nous pour pouvoir soutenir les autres.

*Blandine Lusimana*

## INFORMER, ANALYSER, DIFFUSER, RAYONNER

L'agence d'information du Bassin du Congo  
un acteur économique majeur à vos côtés



\*CONNECTEZ-VOUS

[www.lesdepechesdebrazzaville.fr](http://www.lesdepechesdebrazzaville.fr)  
[www.adiac-congo.com](http://www.adiac-congo.com)

LES DÉPÊCHES  
DE BRAZZAVILLE

CONTACTEZ  
NOUS

84, boulevard Denis-Sassou-N'Gusso  
Brazzaville - République du Congo  
[regie@lesdepechesdebrazzaville.fr](mailto:regie@lesdepechesdebrazzaville.fr)



## LINAFOOT/LIGUE 1

# Mazembe dompte DCMP, Maniema Union accroche Lupopo

Le chassé-croisé entre l'AS V.Club et le TP Mazembe se poursuit au championnat de la Ligue nationale de football. Les deux clubs n'ont visiblement plus droit à l'erreur, dans leur course intrépide pour le titre. Après la victoire de V.Club, le 12 mai au stade TP Mazembe de Lubumbashi, sur Don Bosco par deux buts zéro, le TP Mazembe est resté à son contact à la suite du succès, le même jour sur la même pelouse, devant le Daring Club Motema Pembe (DCMP) de Kinshasa, par un but à zéro. C'était en match remis de la 24e journée.

L'attaquant tanzanien Thomas Ulimwengu a été l'auteur du but victorieux des Corbeaux de Lubumbashi à la 17e minute de jeu. Mazembe reste donc collé à V.Club avec un total de 60 points. De son côté, DCMP ne pourra plus revenir sur le peloton de tête. Le club vert et blanc, battu il y a peu par l'équipe dissidente de Renaissance du Congo, occupe la sixième place du classement, avec 37 points en 26 matchs joués, et en passe de réaliser une



saison blanche, loin des joutes africaines.

Et au stade Frédéric-Kibassa de Lubumbashi, le FC Saint-Eloi Lupopo n'a pas réussi à battre l'AS Maniema Union. Cette rencontre,

comptant pour la 26e journée du championnat national de football, s'est soldé par un nul vierge de zéro but partout. En conséquence, Maniema Union est un peu décroché au classement avec

57 points, laissant V.Club et Mazembe en tête. Lupopo est quatrième avec 46 points. Enfin, le FC Renaissance du Congo et l'AS Rangers ont fait jeu égal de zéro but partout. Les Académiciens

*Le TP Mazembe domine DCMP à Kinshasa de Kinshasa totalisent ainsi 31 points alors que les Renais de la capitale grappillent 29 points.*

**Martin Engimo**

## LINAFOOT/LIGUE 1

# V.Club bat Don Bosco et marche vers le titre

Les Dauphins Noirs de Kinshasa sont résolument en route vers le sacre national, actuellement en bonne posture avec 61 points après leur victoire sur les Salésiens de Don Bosco à Lubumbashi.

La course est effrénée vers le titre national pour V.Club, Mazembe et Maniema Union. Ces trois équipes en tête du championnat de la Ligue nationale de football ne se font pas des cadeaux. En match comptant pour la 26e journée, l'AS V.Club de Kinshasa a malicieusement évité, le 12 mai, au stade TP Mazembe de Lubumbashi le piège que le CS Don Bosco lui a tendu. Ricky Tulengi a inscrit l'unique but de la partie à la 49e minute sur une passe décisive de Zemanga Soze. Avant le match, l'entraîneur Florent Ibenge de V.Club déclarait en conférence de presse d'avant-match : « Nous espérons que Don Bosco sera au meilleur de sa forme pour qu'il propose son meilleur football possible et que nous soyons à niveau pour que nous ayons une belle confrontation. Que le jeu l'emporte sur l'enjeu et qu'en tant qu'entraîneur de V.Club, que nous sortions avec les trois points. Nous ne voulons pas que Don Bosco soit notre bour-



reau comme ce fut le cas il y a quelques saisons exceptionnellement. Il n'a plus rien à perdre mais tout à gagner et alors que nous pouvons perdre quelque chose. La pression est plutôt sur nous voilà pourquoi il nous faudra être suffisamment grand pour passer au dessus ».

Ce succès permet aux Dauphins Noirs de Kinshasa d'emporter les trois points de la victoire et surtout de reprendre la main aux Corbeaux du TP Mazembe à la tête du championnat national de football. V.Club compte désormais 61 points, Mazembe est à 58 points. Battu dernièrement par le TP Mazembe par deux buts

*V.Club, la veille de sa victoire sur Don Bosco* à zéro, le CS Don Bosco fait du surplace, bloqué à 32 points. L'on rappelle que les Salésiens auront un autre entraîneur principal la saison prochaine. Eric Tshibusu Ike, sélectionneur des Léopards U17 et ancien coach Renaissance du Congo va reprendre le tablier que va rendre le technicien français Johan Curbilié.

## JSK bat Simba

Un autre match s'est joué, le même mercredi, au stade des Martyrs de Kinshasa, la Jeunesse sportive de Kinshasa (JSK) a eu raison de l'AS Simba de Kolwezi par deux buts à zéro. Akram Bongonga a ouvert la marque sur penalty à la 51e minute, et Diego Massona a donné le coup de grâce en faveur de la JSK à la 74e minute, donnant à cette équipe nouvellement promue en Ligue 1 de la République démocratique du Congo dans le sixième victoire de la saison. JSK sort ainsi d'une spirale de contreperformances de sept matchs sans victoire (4 nuls et 3 défaites). L'équipe compte 28 points en 28 rencontres livrées, en bonne position pour assurer son maintien dans l'élite du football congolais. Simba, pour sa part, un autre promu en Ligue 1, est douzième au classement avec un acquis de 25 points.

**Martin Engimo**

## LES CÂBLES SOUS-MARINS

## Baromètre des puissances et de la géopolitique du net

**Une géopolitique des profondeurs : de l'appétit des géants américains de l'internet aux nouvelles routes de la soie numériques chinoises, les câbles sous-marins de télécommunications symbolisent les luttes entre puissances pour s'assurer le contrôle d'infrastructures stratégiques.**

«Peace», «Amitié»... En surface, les noms de câbles sonnent comme une ode à la diplomatie et à la bonne entente commerciale entre les pays. En sous-marin, les 420 câbles disséminés à travers le globe, qui font transiter 99% du trafic internet mondial, révèlent souvent des rivalités entre puissances étatiques concurrentes.

En la matière, ce sont les Etats-Unis qui en possèdent la plus grande concentration. Le nouveau vecteur principal de leur puissance ? L'appétit grandissant des géants américains du net - connus sous l'acronyme Gafam - pour les

câbles depuis la fin des années 2010, en raison de l'explosion des flux de données transitant notamment entre l'Europe et les Etats-Unis.

Si la pose et l'exploitation des câbles sous-marins ont longtemps été la chasse gardée de grands opérateurs télécoms, souvent européens, ce sont désormais Google, Facebook et consorts qui deviennent les principaux bâtisseurs. « Il y a quatre ans, les Gafam n'avaient aucune capacité en propre sur l'Atlantique, ils louaient à des opérateurs historiques. Il y a deux ans, ils en contrôlaient 50%, aujourd'hui 80% et d'ici deux ans ils, en seront à 95% », ex-

plique Jean-Luc Vuillemin, directeur des réseaux internationaux d'Orange.

#### Les nouvelles routes de la soie numériques

Si l'Europe se retrouve en position de dépendance forte en matière d'écosystèmes de transmission et de fonctionnement de l'internet par rapport aux Etats-Unis, ce n'est pas le cas de pays comme la Chine.

Début mars, Facebook et Google ont dû interrompre en urgence la construction d'un câble sous-marin qui aurait dû relier la Californie à Hong Kong, à cause des fortes tensions diplomatiques entre les Etats-Unis et la Chine. Pour affirmer sa souveraineté dans ce domaine, la Chine tisse sa propre toile au fond des océans à travers ses nouvelles routes de la soie

numériques. Symbole marquant : le câble Peace, financé par des acteurs chinois, lancé en 2018. Il contourne l'Inde, grande rivale, pour connecter l'allié pakistanais au reste de l'Europe depuis Marseille, et dessert aussi le Kenya.

Si le Français ASN, l'Américain TE SubCom et le Japonais NEC dominent un marché de construction de câbles estimé à 2 milliards d'euros, la Chine compte également faire monter en puissance son propre champion, grâce au récent rapprochement entre Huawei Marine Networks et Hengtong Optic-Electric.

#### Risques d'espionnage et de sabotage

Infrastructures sensibles sur le plan géostratégique, les câbles sous-marins

n'échappent pas non plus aux risques d'espionnage et de sabotage. Au point de voir leur protection inscrite à l'ordre du jour d'une réunion des ministres de la défense de l'OTAN, fin octobre, alors que les marines occidentales ont repéré un fort intérêt des navires russes pour les câbles des pays de l'alliance sans en connaître les raisons. Fin mars dernier, le ministère de la Défense britannique a d'ores et déjà annoncé qu'un nouveau navire de surveillance destiné à protéger ses câbles sous-marins et d'autres infrastructures entrera en service d'ici 2024. Signe d'une réelle menace ? En théorie, il est possible de brancher une bretelle d'espionnage sur une fibre optique en profondeur, estiment les experts.

Julia Ndeko avec AFP

## DIGITAL AFRICA

## Fiasco d'un projet numérique entre la France et l'Afrique

**L'initiative «Digital Africa» est une communauté de partenaires (incubateurs, financiers institutionnels...) au service des entrepreneurs numériques africains. Elle a été mise en place en mai 2018 avec le soutien du président français, Emmanuel Macron.**

Digital Africa vise à apporter son aide aux jeunes voulant concrétiser leurs projets. Dix organisations, africaines et françaises, ont pris part à sa création, notamment l'Agence française de développement (AFD) principal financier et 12 membres, dont 3 africains et 9 français composaient le conseil d'administration. « Les voix africaines espéraient un poids égal dans cette nouvelle approche des relations Afrique-France », a déclaré Rebecca Enonchong, membre du conseil d'administration, fondatrice d'AppsTech.

#### Une divergence d'objectifs entre Français et Africains

Digital Africa revendique une communauté de 6000 entrepreneurs africains, 130 millions d'euros mobilisés, dont 55 millions d'euros à destination des start-up africaines. Mais des divergences ont apparu au sein de l'association. Les membres africains critiquent des choix qui valorisent trop la mise en réseau et pas assez les programmes de soutien en direct, la gouvernance de la structure, notamment le rôle de l'AFD, accusée de dicter « aux Africains membres du conseil d'administration », la confiscation de l'information. « Les voix des trois membres africains du conseil d'administration qui,

ensemble, représentent une communauté de plus d'un million d'entrepreneurs africains, sont ignorées », accuse Rebecca Enonchong. Cette crise de gouvernance a stoppé l'activité.

#### Crise profonde au sein de Digital Africa

Le 7 mai, « Les membres africains AfriLabs et JokkoLabs qui y étaient encore ont été retirés du conseil d'administration, à l'issue d'un vote des membres de l'Assemblée générale, dont la plupart ont donné procuration à l'AFD », explique le site Digital Business Africa. Dans un communiqué, l'AFD annonce l'ouverture d'une période transitoire de 3 à 5 mois par l'Assemblée générale « destinée à réformer l'association et a procédé à l'élection d'un nouveau conseil d'administration [...] présidé par l'AFD ». Durant cette période transitoire cette dernière va engager « un travail de concertation avec les membres et les partenaires de Digital Africa, en vue de proposer une feuille de route qui sera débattue lors d'une prochaine assemblée », explique l'Agence. Cette nouvelle relation entre la France et l'Afrique fait resurgir les vieilles rancœurs. Les élites africaines fustigent une démarche trompeuse. Pour l'activiste d'origine camerounaise, Nathalie Yamp, « la France ne considérera jamais les Africains comme des partenaires. Jamais. Pour eux, nous ne sommes que les habitants de ses colonies », a-t-elle écrit dans son blog.

Noël Ndong

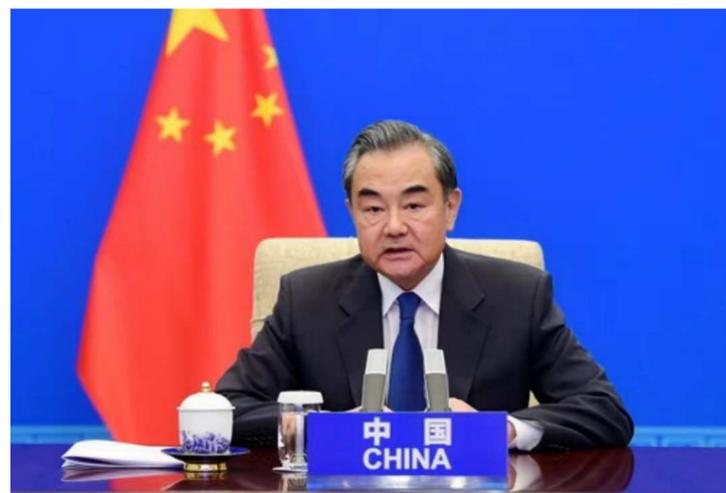
## MULTILÉRALISME

## La Chine formule quatre propositions pour une coopération gagnant-gagnant

**Le conseiller d'Etat et ministre des Affaires étrangères chinois, Wang Yi, a présidé le 7 mai, par visioconférence, une réunion de haut niveau du Conseil de sécurité des Nations unies, appelant à une coopération gagnant-gagnant pour pratiquer un véritable multilatéralisme.**

A l'initiative de la Chine, qui assure ce mois de mai la présidence tournante du Conseil de sécurité, la réunion avait pour thème : « Maintien de la paix et de la sécurité internationales : défendre le multilatéralisme et le système international centré sur les Nations unies ».

A l'occasion, Wang Yi a présenté quatre propositions pour permettre à toutes les parties de pratiquer le multilatéralisme. Il s'agit, selon lui, de mener le dialogue et la coopération sur la base de l'égalité et du respect mutuel ; rechercher l'équité et la justice, au lieu de l'intimidation. « L'essentiel est de promouvoir la démocratisation des relations internationales, afin que tous les pays partagent la responsabilité de la gouvernance et promeuvent conjointement le développement pacifique », car, a-t-il souligné, « la clé est de promouvoir l'Etat de droit dans les relations internationales, de respecter le droit international universellement reconnu



Le ministre chinois des Affaires étrangères, Wang Yi

et les accords internationaux décidés en commun ».

Considérant par ailleurs que les règles internationales ne sont ni les brevets ni les privilèges de certains pays, Wang Yi estime qu'elles doivent être respectées par tous les pays, sans exceptionnalisme.

Dans sa troisième proposition, le chef de la diplomatie chinoise appelle toutes les parties à se concentrer sur l'action dans la résolution des problèmes afin que les pays intègrent leurs intérêts nationaux aux intérêts mondiaux.

« Tous les pays, en particulier les grandes nations, doivent prendre en considération les intérêts actuels et à long terme et ne doivent pas saper la paix durable et le développement durable du monde au prix des besoins à

court terme », relève le conseiller d'Etat.

Pour sa quatrième proposition, la Chine invite les parties au respect de la diversité tout en s'abstenant à rechercher la suprématie.

Saluant l'initiative de la Chine d'organiser cette réunion, les participants ont convenu que, dans la situation actuelle, la communauté internationale devait renforcer la solidarité et la coopération, continuer à suivre les objectifs et principes de la Charte des Nations unies et renforcer l'autorité et le rôle de l'ONU. Ils ont également estimé que toutes les parties devraient conjuguer leurs efforts pour répondre aux défis mondiaux liés à la crise sanitaire causée par la Covid-19 et le changement climatique.

Guy-Gervais Kitina avec Xinhua

## MAROC

# Feu vert du Parlement pour l'accord de siège du bureau de la lutte antiterroriste

**Le Parlement marocain vient d'adopter l'accord d'établissement du bureau de lutte contre le terrorisme (UNOCT), faisant du royaume chérifien le pivot de la lutte antiterroriste dans toute sa région et dans tout le continent africain.**

La chambre des représentants a adopté une convention internationale signée entre le Maroc et l'ONU. Elle porte sur l'établissement à Rabat d'un bureau du programme de lutte contre le terrorisme et la formation en Afrique relevant du bureau des Nations unies de lutte contre le terrorisme. La mission de ce bureau est d'appuyer les efforts de l'ONU pour la lutte contre le terrorisme, à travers le programme onusien qui vise à soutenir les États dans leur lutte antiterroriste.

Parmi ses multiples missions, ce bureau offrira des formations sur la lutte antiterroriste, le maintien de l'ordre, la gestion de la sécurité aux frontières, la prévention de la présence de radicaux, et

les droits de l'homme dans la lutte contre le terrorisme. En matière de formation, le bureau consacrera un volet à l'administration pénitentiaire, notamment pour ce qui est de la réhabilitation et la réintégration.

Entre autres détails de cette convention, le Maroc qui, selon les dispositions de l'article 2, fournira les locaux du bureau du programme antiterroriste, y compris les équipements nécessaires à son bon fonctionnement ainsi qu'une contribution financière, accordera également le statut de diplomates aux membres étrangers de son personnel.

Selon l'accord de siège, le Maroc s'engage à œuvrer de concert avec cette nouvelle structure afin de créer un

portefeuille dynamique de formation de pointe qui évolue et s'adapte à la mission en perpétuel changement et de plus en plus difficile de prévention, de détection et de poursuite des activités terroristes. Au niveau de l'ONU, ce nouveau centre est considéré comme une structure innovante qui aidera les pays voisins et les pays du continent africain à se mettre à niveau et à rendre plus efficaces leurs activités de lutte contre le terrorisme. Le bureau sera également chargé de la coordination des activités antiterroristes dans cette région, ce qui est en soi une mission de taille, compte tenu de l'importance géographique de l'Afrique subsaharienne, qui constitue aussi une source de pré-occupations en raison de la propagation rapide du terrorisme.

Noël Ndong

## LIBYE

# Richard Norland nommé envoyé spécial

**Pour la première fois, depuis 2011, les Etats-Unis ont nommé, le 11 mai, un envoyé spécial en Libye.**

« Richard Norland va exercer sa nouvelle mission d'envoyé spécial pour les Etats-Unis en Libye en conservant son poste d'ambassadeur à Tripoli », a annoncé le secrétariat d'Etat américain aux Affaires étrangères dans un communiqué relayé par l'ambassade américaine.

Selon le communiqué, l'ambassadeur va multiplier des efforts diplomatiques pour « maintenir le processus politique sur les rails jusqu'aux élections de décembre ».

Nommé ambassadeur en 2019 en Libye, Richard Norland exerçait déjà, d'une certaine manière, la fonction d'envoyé spécial non officiel, en multipliant les déclarations sur les mercenaires et en se déplaçant entre Tunis, Le Caire, Ankara et Genève pour avancer sur le dossier libyen.

« Sa nomination officielle signifie que les Etats-Unis vont accroître ses contacts avec ses alliés et partenaires, ainsi que le peuple libyen afin d'organiser les élections en fin d'année », précise le communiqué.

Plusieurs observateurs expliquent que la nomination de

Richard Norland « constitue un revirement américain sur le dossier libyen ». En effet, durant les années Donald Trump, les responsables américains avaient envoyé des signaux contradictoires aux deux camps rivaux: soutenir, d'une part le gouvernement Fayez el-Sarraj et d'autre part, encourager, en même temps, l'offensive du maréchal Khalifa Haftar sur Tripoli.

Le nouveau président américain, Joe Biden, cherche plutôt à se différencier de l'administration précédente, notamment en ce qui concerne l'Afrique, et ambitionne plus d'efficacité dans cette crise libyenne qui dure depuis plus de dix ans. Pendant des années, ce sont les Européens qui géraient cette crise.

Pendant ce temps, à l'est de la Libye et spécialement à Benghazi, l'on signale la multiplication de rackets sur les hommes d'affaires et commerçants, de la part des forces du maréchal Khalifa Haftar. En avril dernier, Amnesty international a accusé l'homme fort de l'est libyen « d'instaurer un climat de peur », en enlevant, détenant illégalement et en torturant. Selon l'ONG, cela vise « à punir les opposants » de l'armée nationale libyenne.

Yvette Reine Nzaba

## COVID-19

# Le variant indien détecté dans 44 pays, Biden appelé à l'aide pour des vaccins

**Le variant découvert en Inde a été découvert dans 44 autres pays, selon l'OMS, et les appels à l'aide pour des vaccins se multiplient dans le monde.**

L'Organisation mondiale de la santé (OMS) a détecté le variant B.1.617 à l'origine de l'explosion du nombre de cas de covid-19 en Inde dans au moins 44 autres pays du monde, a annoncé l'organisation mercredi. Après ce pays, c'est en Grande-Bretagne que le plus grand nombre de cas de contaminations au variant B.1.617 a été détecté.

Un variant apparu pour la première fois en octobre et classé cette semaine par l'OMS comme préoccupant. Il est l'une des raisons - mais pas la seule - qui explique l'explosion de la pandémie en Inde (1,3 milliard d'habitants), deuxième pays le plus infecté au monde après les Etats-Unis, avec près de 23 millions de cas détectés.

La nouvelle vague a submergé les grandes villes, mais aussi les zones rurales, poussant les hôpitaux au point de rupture et entraînant de graves pénuries d'oxygène et de lits.

L'Inde n'est, toutefois, pas le seul pays à se battre avec le virus. Près de la moitié des dirigeants de la planète ont demandé l'aide des Etats-Unis pour pallier le manque de vaccins, a affirmé mardi le président Joe Biden. « Tous les pays du monde se tournent vers nous », a-t-il expliqué, lors d'un échange avec des gouverneurs pour faire le point sur la vaccination aux Etats-Unis. « J'ai 40% des dirigeants de la planète qui demandent si on peut les aider », a-t-il poursuivi. « On va essayer », a-t-il ajouté, sans livrer de chiffres ni de calendrier, et en martelant sa volonté de donner la priorité aux Américains. « Je pense que nous pouvons produire beaucoup plus de vaccins », a-t-il estimé.

Plusieurs chefs d'Etat ou de gouvernement ont exprimé leur frustration face à l'attitude de Washington sur ce dossier.

La chancelière allemande Angela Merkel a appelé de ses vœux « un libre échange de composants » et « une ouverture du marché des vaccins ». Le président français, Emmanuel Macron, a de son côté appelé les Etats-Unis à « mettre fin aux interdictions à l'export, non seulement de vac-

cins mais de composants de ces vaccins, qui empêchent la production ».

Joe Biden a rappelé que les Etats-Unis avaient pour l'heure promis de fournir 60 millions de doses du vaccin d'AstraZeneca à des pays tiers.

L'Union européenne réclame de son côté devant la justice belge qu'AstraZeneca livre d'ici fin juin aux Vingt-Sept les 90 millions de doses de son vaccin anti-Covid qui n'ont pas été livrées au premier trimestre, sous peine d'astreintes financières, a annoncé mardi la Commission européenne. C'est la première fois que la Commission précise ses exigences dans la procédure qu'elle a engagée contre le laboratoire suédo-britannique, qu'elle accuse d'avoir manqué à ses obligations. Le contrat conclu étant de droit belge, une audience en référé (en urgence) aura lieu le 26 mai devant un tribunal bruxellois.

Les campagnes de vaccination continuent cependant et poussent plusieurs pays européens à se montrer plus confiants et à entamer un retour à une vie normale.

Julia Ndeko avec AFP

## MALI

# Goodluck Jonathan invite tous les acteurs à travailler main dans la main

**Le médiateur de la crise malienne, Goodluck Jonathan, a mené du 9 au 12 mai, à Bamako, une mission d'évaluation de la transition ouverte après le coup d'Etat perpétré en août 2020.**

Selon le médiateur de la Communauté des Etats de l'Afrique de l'Ouest (Cédéao) dans la crise malienne, « les autorités maliennes risquaient de devoir fixer des priorités étant donné le peu de temps qui leur reste pour mener à bien une transition censée ramener les civils au pouvoir début 2022. »

« Un aspect crucial qui devrait guider un gouvernement qui dispose de très peu de temps, c'est la gestion de ce qui est idéal et de ce qui est faisable dans le délai imparti », a dit devant la presse à Bamako Goodluck Jonathan.

Les militaires et les autorités de transition, installées en septembre-octobre se sont engagés à rendre au bout de dix-huit mois le pouvoir à des civils élus. Ils viennent d'annoncer un calendrier électoral, avec un premier tour d'élections présidentielle et parlementaires le 27 février 2022, ainsi qu'un référendum constitutionnel le 31 octobre précédent.

La mission leur a demandé « de voir les réformes prioritaires qui pourraient être engagées, parce que dix-huit mois, c'est

très peu, et que nous sommes déjà au bout de dix mois », a dit Goodluck Jonathan. Il s'agirait de « faire une hiérarchisation des priorités, voir si une révision constitutionnelle est possible, voir si le découpage territorial est possible. Et mettre en place les lois électorales qui pourraient permettre d'avoir une élection crédible », a-t-il ajouté.

Le communiqué final de la mission exprime la « satisfaction » du médiateur devant « des progrès remarquables réalisés » dans la mise en œuvre des recommandations de la Cédéao. Par ailleurs, Goodluck Jonathan a exprimé sa préoccupation face à la résurgence de crispations politiques.

Le médiateur de la Cédéao, Goodluck Jonathan, a appelé tous les acteurs à travailler main dans la main. « Dans une période aussi délicate, l'intérêt supérieur du Mali est ce qui doit prévaloir, et n'adoptons pas des positions extrêmes », a-t-il déclaré.

Signalons que le Mouvement du 5-juin, collectif qui fut en 2020 le fer de lance des contestations, a réclamé la semaine passée la dissolution du gouvernement de transition, ou encore la « relecture » d'un important accord de paix avec certains groupes armés.

Yvette Reine Nzaba

## EXÉCUTIF

# Anatole Collinet Makosso nouveau Premier ministre

Par décret présidentiel 2021-300 lu à la télévision congolaise par Florent Tsiba, directeur de cabinet du président de la République, Denis Sassou N'Guesso nomme Anatole Collinet Makosso Premier ministre, chef du gouvernement.

Près de trois semaines après l'investiture du chef de l'État réélu, Anatole Collinet Makosso, ministre de l'Enseignement sortant, a été nommé Premier ministre, chef du gouvernement le mercredi 12 mai. Il succède à Clément Mouamba ayant présenté sa démission le 4 mai 2021.

De toutes ses fonctions assumées antérieurement, il aura toujours mis en avant un esprit novateur en s'appuyant avec détermination sur un sens pragmatique.

Lors de l'élection présidentielle de cette année, Anatole Collinet Makosso a été directeur de campagne adjoint du candidat Denis Sassou N'Guesso.

C'est par lui et son gouvernement que passera également la réalisation des promesses de campagne de son candidat.

## Qui est le nouveau chef du gouvernement ?

Anatole Collinet Makosso est docteur en droit pénal international. Il est enseignant-chercheur, maître-assistant Cames (Conseil africain et malgache pour l'enseignement supérieur) et magistrat, né le 11 mars 1965 à Pointe-



Anatole Collinet Makosso

Noire.

Ministre de l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation jusqu'à sa nomination au poste de Premier ministre, il a intégré le gouvernement en août 2011 en qualité de ministre de la Jeunesse et l'Instruction civique. Après l'obtention de son baccalauréat pédagogique en 1986 au

du Plateau des 15-ans et à l'école de la Paix à Brazzaville. Animé par le goût d'apprendre, il a poursuivi ses études à l'université Marien-Ngouabi où il a obtenu en 1990 une licence en droit public. Devenu professeur de lycée en 1991, il y exerce jusqu'en 1998 avant d'être nommé conseiller

technique du président de la République et directeur de cabinet de l'épouse du chef de l'État de 1998 à 2011. Anatole Collinet Makosso est admis en 2000 à l'École nationale d'administration et de la magistrature où il décrocha le diplôme de magistrat. Substitut du procureur de la République près le tribunal de Grande instance de Brazzaville de 2003 à 2011, il s'inscrit en 2005 au Centre d'études diplomatiques et stratégiques de Paris où il sort en 2007 avec un diplôme de 3e cycle en relations internationales approfondies.

Il est également détenteur d'un Certificat d'études diplomatiques obtenu à l'Institut d'études diplomatiques du Caire en Egypte, en 2008. S'inscrivant la même année à l'université Panthéon-Paris II, Anatole Collinet Makosso a soutenu en 2010 une thèse de doctorat en droit international pénal sur le thème : « Le terrorisme, de l'immunité à l'incrimination par l'action combinée de la Cour internationale de justice et la Cour pénale internationale ».

Auteur de plusieurs ouvrages, le nouveau Premier ministre est le représentant des Editions Lharmattan en République du Congo.

Marie Alfred Ngoma  
et Parfait Wilfried Douniama

## Le MCDDI salue la nomination de Collinet Makosso à la primature

Le Mouvement congolais pour la démocratie et le développement intégral (MCDDI) a rendu publique à Brazzaville une déclaration dans laquelle il salue la nomination d'Anatole Collinet Makosso au poste de Premier ministre, chef du gouvernement.

Le MCDDI présente ses sincères félicitations au nouveau promu, ainsi que ses vœux ardents de réussite dans la réalisation de sa lourde tâche.

« Qu'il vous plaise de considérer, excellence monsieur le Premier ministre, que votre nomination est une reconnaissance de vos qualités par son excellence monsieur le président de la République, Denis Sassou N'Guesso, ainsi que votre engagement à mettre en œuvre le projet de société Ensemble poursuivons la marche vers le développement », a noté la déclaration signée par le secrétaire général du MCDDI, Bernard Tchibambelela

La Rédaction

## LE FAIT DU JOUR

# ACM, Premier ministre

Près d'un mois après sa prise de fonction officielle, le 16 avril, le président Denis Sassou N'Guesso vient de nommer son Premier ministre, ce 12 mai. Anatole Collinet Makosso, 56 ans, est l'homme que le chef de l'État a choisi, parmi sans doute beaucoup, pour conduire son action à la tête du Congo au démarrage de son nouveau quinquennat. Ministre pendant dix ans (2011-2021), le natif de Pointe-Noire avait aussi, dans son parcours politico-administratif, dirigé le cabinet de la première dame, Antoinette Sassou N'Guesso.

La nomination d'Anatole Collinet Makosso met fin au suspense qui semblait durer trop longtemps, alors qu'au regard des défis de l'heure, plombé par la crise économique et sanitaire, le Congo a hâte de prendre le taureau par les cornes et s'attaquer de front à ces écueils. On avait un moment entendu dire que la primature serait confiée à Louis Sylvain-Goma, originaire de Pointe-Noire et actuel ambassadeur du Congo au Brésil.

Longtemps Premier ministre (1975-1984), l'homme avait réoccupé ce poste en 1990-1991 dans le moment précédant la Conférence nationale souveraine. Il fut aussi membre du

Comité militaire du Parti, l'instance qui prit la suite du président Marien Ngouabi entre 1977 et 1979 après sa disparition tragique. Louis Sylvain-Goma avait ensuite dirigé le Conseil économique et social avant de migrer vers Libreville, au Gabon, en qualité de secrétaire général de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale.

Brazzaville, toujours aussi bavarde avait ensuite distillé que Clément Mouamba reviendrait au Palais de la primature. Après cinq années de loyaux services, Boulevard Denis Sassou N'Guesso à Mpila, le député PCT de Sibiti 1, dans la Lékoumou, pourrait, peut-être, gagner l'hémicycle, ou simplement prendre un peu de repos. Il est honnête de dire que le contexte de crise multiforme aura marqué son passage à la tête du gouvernement congolais. Mais la confiance que lui a témoignée le président de la République n'a pas été démentie, tant les deux personnalités ont travaillé dans une bonne harmonie pendant cette période délicate.

Succéder à Clément Mouamba dans le moment présent où les problèmes soulevés plus haut sont toujours d'actualité n'est pas

chose facile. C'est vrai que le temps mis pour trouver un remplaçant à ce dernier a pu faire de la primature congolaise le poste le plus convoité et finalement le plus difficile à pourvoir en un mois. Maintenant que tout ceci appartient désormais au passé, Collinet Makosso et le gouvernement qu'il va conduire seront jugés au résultat.

A l'Enseignement primaire, secondaire et de l'Alphabétisation où il est resté pendant un long moment ministre, Anatole Collinet Makosso a fait preuve d'audace et de volontarisme. On l'a par ailleurs vu sur le devant de la scène en tant que directeur de campagne adjoint du candidat Denis Sassou N'Guesso avant, pendant et après l'élection présidentielle passée. Le morceau qu'il hérite à présent sollicitera de lui encore plus d'engagement : crise économique, financière et sanitaire, front social agité, jeunesse en quête d'emplois, diversification des sources de revenu du PIB national, relance du dialogue avec les bailleurs de fonds, lutte contre les antivaleurs... Autant de routes rocailleuses à arpenter pour ACM.

Bon vent Monsieur le Premier ministre !

Gankama N'Siah

## FORÊT

# Un nouvel accord de partenariat pour promouvoir le commerce légal du bois

**Le portail du commerce du bois, lancé récemment, est le nouveau partenariat destiné à faciliter le commerce légal et durable des bois tropicaux issus notamment du Bassin du Congo. Trois organisations internationales sont pour l'instant engagées dans ce processus de transparence.**

L'Association technique internationale des bois tropicaux, l'Organisation internationale des bois tropicaux (OIBT) et le Form international sont les signataires en mars dernier du partenariat pour l'amélioration du portail du commerce du bois. Ces entités entendent soutenir la croissance, la transparence et la diversité du commerce légal et durable des bois tropicaux.

L'initiative constitue une réponse, selon les signataires, aux nombreuses questions que se posent les négociants de bois concernant le commerce légal du bois, la diligence raisonnée, les exigences de tel ou tel pays et l'exportation. Le portail du commerce du bois offre les profils des Etats sur la filière du bois et la législation connexe dans les pays pro-

ducteurs, principalement situés en Afrique tropicale, en Asie et en Amérique latine.

En outre, le portail permet-

tra de faciliter le développement et l'amélioration du commerce des produits ligneux par l'expansion de la couverture géographique

et linguistique du site web actuel, en y ajoutant de nouveaux profils de pays ; la refonte du site web et d'améliorer sa convivialité pour l'utilisateur ; l'accroissement de la visibilité du site web et de son public dans le cadre d'une nouvelle stratégie de marché et la promotion lors des manifestations pertinentes.

Dans cet accord de partenariat, l'OIBT finance les travaux techniques, tandis que l'Association technique internationale des bois tropicaux (le propriétaire du site) et Form international (le gestionnaire du projet), sont chargés de leur exécution, en étroite collaboration avec le secrétariat de l'OIBT.

Ils promettent de travailler en synergie dans leur approche de la gestion durable des forêts et la promotion du commerce des bois et produits forestiers d'origine légale et durable.



Des grumes sur un site à Souanké dans la Sangha/Adiac

**Fiacre Kombo**



## MESSAGE DE FÉLICITATIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL DU KOUILOU AU PREMIER MINISTRE, CHEF DU GOUVERNEMENT ANATOLE COLLINET MAKOSSO

Au nom des populations du département du Kouilou, des distingués conseillers départementaux et en ma qualité d'honorable député, président du Conseil départemental du Kouilou ; je remercie avant tout Monsieur le président de la République, Son Excellence Denis Sassou N'Guesso pour avoir porté sa confiance et élevé au rang de Premier ministre, Chef de gouvernement, Anatole Collinet Makosso honorant ainsi le département du Kouilou tout entier.

J'adresse pour la circonstance mes vives et sincères félicitations au Premier ministre, Chef de gouvernement, Anatole Collinet Makosso.

Homme d'abnégation et grand commis de l'Etat et lui souhaite plein succès dans l'accomplissement du programme du gouvernement de la République « Ensemble, poursuivons la marche ».

Comme tout autorité vient de Dieu, que le Tout puissant vous accompagne, bénisse le Congo notre cher et beau pays et donne beaucoup de lucidité à toutes les autorités congolaises.

Fait à Loango, le 13 mai 2021  
L'Honorable Député, Président du  
Conseil départemental du Kouilou  
  
Alexandre MABIALA



## MESSAGE DE FÉLICITATIONS DE LA FÉDÉRATION PCT-KOUILOU AU CAMARADE ANATOLE COLLINET MAKOSSO MEMBRE DU BUREAU POLITIQUE DU PCT

Au nom des militants, cadres et sympathisants du grand et glorieux parti congolais du travail (PCT) de la fédération du département du Kouilou et au mien propre ; j'adresse mes vives et sincères félicitations au camarade Anatole Collinet Makosso, membre du bureau politique du Comité central du PCT, éminent dirigeant de notre parti, sur qui le président de la République, Son Excellence Monsieur Denis Sassou N'Guesso a jeté son dévolu en le nommant Premier ministre, Chef du gouvernement, résultant de son activisme politique et de son engagement lors de la campagne présidentielle.

La fédération PCT-Kouilou est fière de cette élévation d'un de ses cadres et remercie par la même occasion son champion, le camarade Denis Sassou N'Guesso ainsi que son secrétaire général, le camarade Pierre Moussa pour cette marque de confiance. Les militants, cadres et sympathisants du PCT-Kouilou rassurent le Premier ministre, Chef du gouvernement, le camarade Anatole Collinet Makosso de l'accompagner avec ferveur dans l'accomplissement de sa notre et exaltante mission gouvernementale d'engager des réformes visant à traiter efficacement les problèmes sociaux et économiques auxquels le Congo est confronté.

Tout pour le peuple !  
Rien que pour le peuple !

## NUMÉRIQUE

## Léon Juste Ibombo à la tête de l'Alliance Smart Africa

La nomination du ministre des Postes, des Télécommunications et de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, au titre de président de l'Alliance Smart Africa a été faite lors d'une récente réunion virtuelle des ministres africains en charge des Technologies de l'information et de la communication (TIC).

Le ministre congolais en charge de l'Economie numérique, Léon Juste Ibombo, s'est engagé à travailler pour la concrétisation de la vision de ladite organisation. Il sera question de placer les TIC au cœur des programmes de développement socio-économique ; d'améliorer leur accès et particulièrement celui à la large bande ; d'améliorer la responsabilisation, l'efficacité et la transparence grâce aux TIC ; d'accorder la priorité au développement du secteur privé, ainsi que d'impulser le développement durable via les TIC.

Conscient de l'énormité de sa tâche et des défis à relever au cours de ses deux ans de mandat, le nouveau président de l'Alliance Smart Africa envisage d'œuvrer à ne pas rater la révolution numérique ce, dans le but de rendre dynamique l'écosystème numérique africain.

Engagement audacieux et novateur des chefs d'État et de gouvernements africains, l'Alliance Smart Africa est un réseau visant à accélérer le développement socio-économique durable sur le continent, en accompagnant l'Afrique dans une économie de la connaissance, grâce à un accès abordable au haut débit et à l'utilisation des TIC en vue de faire de l'Afrique un marché digital unique.

Elle a également pour but de mettre la transformation digitale au cœur du développement économique du continent, en s'appuyant sur le secteur privé et les Etats membres autour d'initiatives concrètes comme le projet « One Africa Network » ayant pour objectif la suppression progressive du roaming entre les pays africains et le développement d'un réseau de villes africaines intelligentes.

Créée en 2013, l'Alliance Smart Africa est un partenariat regroupant trente pays africains, dont la République du Congo.

Gloria Imelda Lossele

## SÉCURITÉ ROUTIÈRE

## Le contrôle des poids-lourds renforcé sur la route nationale n°1

Un nouveau système de pesage va être mis en service, dès le 1er juin, au poste de péage de Kieni, à Loutété, dans le département de la Bouenza. D'après La Congolaise des routes, la société gestionnaire de la nationale n°1, le contrôle renforcé des poids vise à préserver l'état de la route et améliorer la sécurité routière sur ce corridor.

Le service de pesage du poste de péage de Kieni est installé dans les deux sens de la circulation entre Brazzaville et Pointe-Noire. Ce nouveau système de contrôle des charges des véhicules limite, en effet, le poids total supérieur à 3,5 tonnes, conformément à la norme en vigueur dans la zone Cémac (Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale).

Les conducteurs des poids lourds vont se soumettre à une vérification des charges dans le sens Pointe-Noire/Brazzaville aux pesages de Mengo et Kieni, comme cela se fait déjà, dans le sens de Brazzaville/Pointe-Noire. En cas de dépassement,



Le poste de péage de Lioula/Adiac

prévient LCR, les véhicules en surcharge seront verbalisés et contraints de décharger avant de franchir la barrière du poste de péage.

En mettant en service ce poste de pesage, la concessionnaire LCR parachève son programme de gestion, d'entretien et de sécurisation de la route nationale n°1. Cette infrastructure routière permettra de déterminer le poids total des camions poids lourds concernés par la limitation de charge.

Avec la mise en service prochaine de ce pesage, souligne le responsable de communica-

tion de LCR, Franchel Darnich Badila, le Congo va franchir un pas important dans la gestion des infrastructures routières. « Il est primordial de respecter les limites de charges sur tout le territoire de la zone de la Cémac qui réunit le Cameroun, la Centrafrique, le Gabon, la Guinée équatoriale, le Tchad et la République du Congo. C'est une réglementation très importante qui empêche la dégradation de la route et permet sa pérennisation », a-t-il affirmé.

Fiacre Kombo

## REVENDECTIONS SOCIALES

## Les travailleurs de l'ARMP menacent d'entrer en grève

Le personnel de l'Autorité de régulation des marchés publics (ARMP) réclame le paiement de deux mois d'arriérés de salaires sur les huit mois impayés et la réforme interne de l'institution.

À l'issue d'une assemblée générale tenue le 11 mai, les travailleurs de l'ARMP ont voulu interpeller les autorités de tutelle, en l'occurrence la primature, sur la situation qui prévaut au sein de cette structure étatique, sur l'absence de protection sociale et de convention collective applicable au personnel de l'établissement.

Créée en 2009, l'ARMP bat de l'aile depuis quelques années, comme en témoigne le non-paiement des salaires de novembre-décembre 2018, décembre 2019 et ceux de 2021. Pour cela, ces travailleurs exigent la mise en place d'une commission tripartite composée de la direction générale, des délégués du personnel et des pou-

voirs publics, pour essayer de trouver des solutions à leurs revendications.

« À défaut de la prise en compte effective des recommandations ainsi formulées dans un bref délai, le personnel de l'ARMP prendra toutes les mesures nécessaires pour se faire entendre, notamment, l'arrêt du travail, conformément à la réglementation en vigueur »,

peut-on lire dans le communiqué final de l'assemblée générale. Enfin, le personnel recommande un audit financier et organisationnel de l'ARMP et l'ouverture d'une enquête judiciaire sur un supposé détournement des cotisations sociales estimées à 245,9 millions de FCFA.

Fiacre Kombo

## SANTÉ

## Les représentants des ONG renforcent leurs connaissances sur la Covid-19

Le directeur départemental de la santé de Brazzaville, le médecin-colonel Jean Claude Mobousse, a ouvert le 12 mai un atelier de formation des organisations non gouvernementales (ONG) et associations sur le coronavirus. Cette rencontre est organisée par l'ONG Médecins d'Afrique.



lavage des mains et les gestes barrières sont les seuls moyens de lutte contre la pandémie. « La santé n'est pas exclusivement l'affaire du personnel de santé, mais de tout le monde. L'approche adéquate est intersec-

Les membres des ONG et associations (Adiac)

L'objectif est de doter les quarante-quatre membres des ONG des notions de base du coronavirus, afin de leur permettre de sensibiliser la communauté à la maladie.

Les enseignements porteront, pendant deux jours, sur la surveillance épidémiologie à base communautaire, les notions essentielles de la maladie, la pause d'oxygène, la vaccination contre

la Covid-19, la prévention et le contrôle des infections et bien d'autres éléments.

Jean Claude Mobousse a expliqué que l'atelier consiste à créer une synergie afin de conjuguer des efforts pour endiguer le coronavirus au Congo.

La Covid-19, poursuit-il, est un dévastateur qui souffle sur toute la planète.

A l'heure actuelle, le vaccin, le

torielle avec la participation des partenaires, des parties prenantes et de la société civile », a indiqué le directeur départemental de la santé de Brazzaville.

Le coordonnateur des programmes à l'ONG « Médecin d'Afrique », le Dr Alain Bikindou, a précisé qu'il est question d'inciter la communauté à une prise de conscience de la maladie.

Lydie Gisèle Oko

## DIPLOMATIE

## Paris abrite un sommet sur la relance des économies africaines

Le président français, Emmanuel Macron, s'entretiendra le 18 mai, à Paris, avec plusieurs chefs d'Etat africains, de hauts responsables européens ainsi qu'une dizaine de représentants d'organisations internationales.

Selon la présidence française, l'objectif du sommet est de mettre en place un important soutien financier aux pays africains, notamment à travers des droits de tirage spéciaux accordés par le Fonds monétaire international (FMI), et de poser les bases d'un nouveau cycle de croissance sur le continent. La question de l'annulation de la dette des pays africains sera aussi abordée.

Parmi les pays représentés en présentiel figurent la République du Congo, l'Angola, le Burkina Faso, la République démocratique du Congo, la Côte d'Ivoire, l'Egypte, l'Ethiopie, le Ghana, le Mali, la Mauritanie, le Mozambique, le Nigeria, le Rwanda, le Sénégal, le Soudan, le Togo et la Tunisie et, côté européen, l'Italie, l'Espagne et le Portugal ainsi que l'Union européenne.

Y participeront en visioconférence les Pays-Bas, l'Allemagne, le Japon, le Kenya, la Tanzanie et l'Afrique du Sud. L'ONU, le FMI, l'OCDE (Organisation pour la coopération et le développement économiques), l'OMC (Organisation mondiale du commerce), la Banque mondiale et plusieurs banques publiques internationales seront conviés. La Chine sera également représentée par un haut responsable.

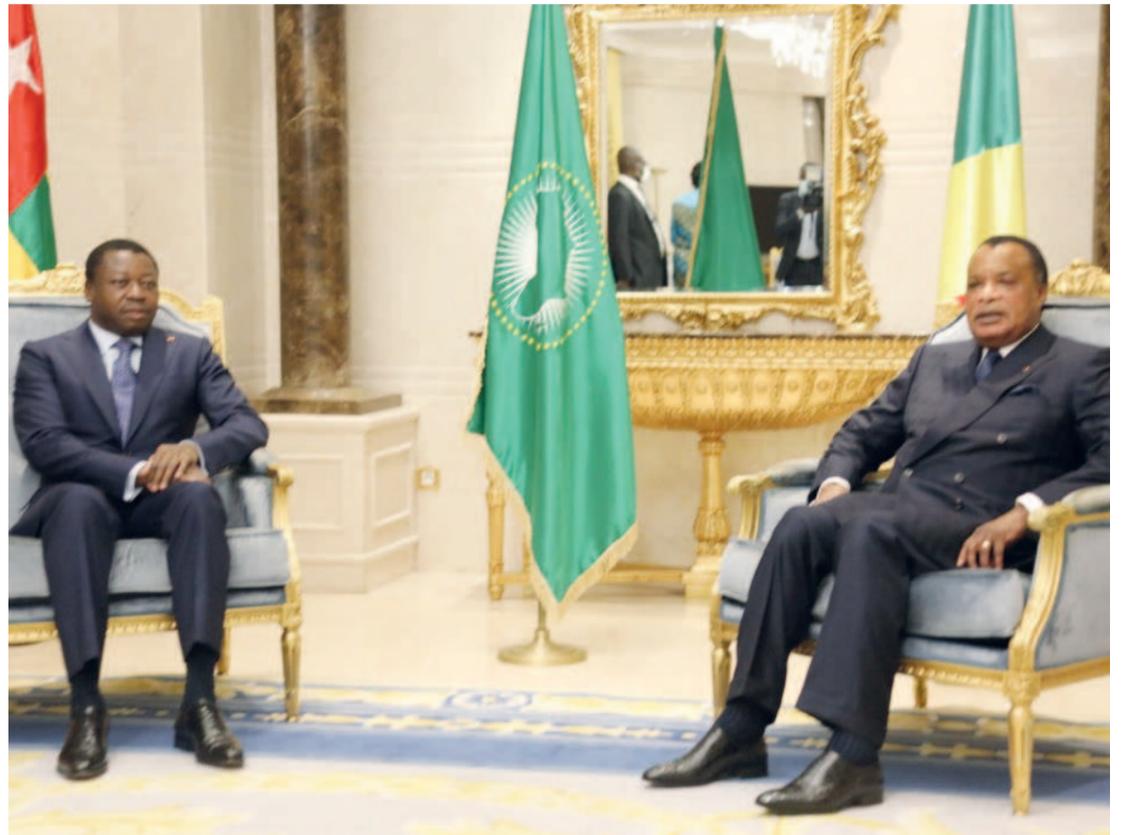
« Ce sommet vise à mettre en place un paquet de soutien massif à l'Afrique et à poser des bases pour un nouveau cycle de croissance sur le continent, qui sera aussi un relais pour une croissance pour l'économie mondiale », a souligné les autorités françaises.

La France propose de faire profiter l'Afrique les Droits de tirage spéciaux (DTS) du Fonds monétaire international, des instruments de change qui permettent notamment de financer des importations. Le FMI devrait décider en juin une émission massive de DTS de 650 milliards de dollars, dont 34 milliards pour l'Afrique (24 milliards pour l'Afrique subsaharienne).

La veille du sommet, Emmanuel Macron organisera également une conférence de soutien à la transition au Soudan, au cours de laquelle des rééchelonnements de sa dette avec ses principaux bailleurs devraient être examinés.

Yvette Reine Nzaba

## Denis Sassou N'Guesso et Faure Gnassingbé appellent à une transition inclusive au Tchad



Denis Sassou N'Guesso et Faure Essozimna Gnassingbé

Le chef de l'Etat congolais et son homologue togolais ont appelé le 14 mai à Brazzaville à une transition inclusive au Tchad, tout en exprimant leur attachement à la paix et à l'unité dans ce pays. Les deux chefs d'Etat se sont exprimés à la faveur d'une visite du président Faure Essozimna Gnassingbé à Brazzaville. Selon un communiqué publié à l'issue de cette visite, les deux chefs d'Etat « ont souhaité une transition inclusive, pacifique et apaisée avec l'appui de l'Union africaine, de la Communauté économique des Etats de l'Afrique centrale, du G5 Sahel et des autres partenaires bilatéraux et multilatéraux ».

La Rédaction

## RÉFLEXION

## Un Sommet décisif

Il se pourrait bien que le Sommet sur le financement des économies africaines qui réunira à Paris, demain, dix-huit chefs d'Etat et de hauts responsables d'institutions internationales marque un tournant dans les relations multiséculaires que l'Europe et plus précisément la France entretiennent avec le continent africain. Se tenant dans le moment très particulier où la crise sanitaire provoquée par le coronavirus se conjugue avec une crise économique dont personne aujourd'hui ne peut dire quelle sera l'issue, cet échange au plus haut niveau doit permettre de traiter les questions essentielles dont dépend le sort de plus d'un milliard et demi d'êtres humains.

S'il est trop tôt pour dire ou même imaginer quelles décisions seront prises à l'issue de ce Sommet réuni dans le but d'aider les Etats et les gouvernements africains à résoudre les problèmes auxquels ils se trouvent présentement confrontés, il ne l'est pas pour avancer que le Vieux continent va maintenant se mobiliser dans ce noble but. Avec, en tête des priorités, l'assainissement des finances publiques que la

double crise présente a, comme on dit, lourdement plombées et le maintien voire même l'augmentation des investissements qui permettront une hausse générale du niveau de vie génératrice elle-même des grands progrès sociaux que les populations attendent.

Le fait que ce Sommet se tienne à Paris et qu'Emmanuel Macron en soit non seulement l'initiateur mais aussi le pilote confirme le fait que la France, en dépit des problèmes auxquels elle se trouve elle-même confrontée, a réellement pris la juste mesure des défis que l'Europe doit aujourd'hui relever si du moins elle veut conserver son influence à l'échelle mondiale. En invitant près d'une vingtaine de ses homologues africains à venir débattre sur le sujet en présence des représentants des principales institutions de la gouvernance mondiale, tout particulièrement le Fonds monétaire international, le président français marque de façon claire que l'Afrique est et doit rester le premier partenaire de l'Europe.

Alors que la Chine s'emploie de façon spec-

taculaire à accroître sa présence sur toute l'étendue du continent, que la Russie s'organise elle-même pour retrouver la place qu'elle y occupa au lendemain des indépendances, que les Etats-Unis conduits par le nouveau président Joe Biden étudient les voies à suivre afin d'y accroître leur influence, le Sommet de Paris prend dès à présent une dimension particulière. Outre le fait qu'il abordera de front les questions essentielles dont seule la résolution peut permettre à l'Afrique d'entrer dans une nouvelle ère, il témoignera de l'attention, de l'intérêt que les dirigeants du continent portent eux-mêmes à l'Europe.

Il y a fort à parier qu'Emmanuel Macron le dira clairement dès ce soir lors du dîner que lui-même et son épouse Brigitte organisent au Palais de l'Elysée pour les chefs d'Etat et leurs épouses présents à Paris. Un dîner amical certes, mais qui confirmera s'il en était besoin l'attention que porte au continent le président français.

Jean-Paul Pigasse